

Paris, le 9 janvier 2019

« Calling someone who trades actively in the market an investor is like calling someone who repeatedly engages in one-night stands a romantic »¹

- **L'année 2018 se termine dans un climat d'inquiétude grandissante**
 - La montée de risques politiques économiques et monétaires partout dans le monde inquiète
 - En Europe, l'Eurostoxx 50 termine l'année en baisse de 10,7%
 - La plupart des places financières affichent des reculs significatifs
- **Une décélération synchronisée de la croissance se confirme**
 - Aux Etats-Unis, la pénurie de main-d'œuvre et le recul de la confiance pèsent sur l'activité
 - En Europe, les exportations donnent des signes d'essoufflement
 - La Chine souffre de la guerre commerciale décidée par Donald Trump
- **Une nouvelle fois, notre processus de gestion a prouvé sa robustesse**
 - Comme en 2011 et 2015, notre fonds Plan Main Libre a bien résisté à la tempête de fin 2018
 - La baisse des cours reconstitue progressivement notre vivier d'investissements
 - Forts de liquidités abondantes, nous tenterons patiemment d'identifier de nouvelles idées

Cher Investisseur,

L'impression de meilleur de monde prévalant au début de l'année 2018 a progressivement laissé place à un climat plus anxiogène. Le ralentissement synchronisé de la croissance des principales économies associé à une prise de conscience de la montée de risques politiques économiques et monétaires a même provoqué une forte baisse des indices boursiers au dernier trimestre. L'Eurostoxx 50 finit l'année 2018 en retrait de 10,7%. La plupart des places financières du monde affichent des reculs significatifs. Faute d'idées d'investissement, l'exposition aux actions de notre fonds Plan Main Libre a atteint un point bas durant l'été 2018. Il a donc bien résisté à la tempête et finit l'année en légère baisse, se classant parmi les plus résistants de sa catégorie.

Dans un monde plus incertain où la croissance est plus rare et l'endettement toujours élevé, les analystes réduisent depuis peu leurs anticipations bénéficiaires pour 2019, augmentant la pression sur le moral des investisseurs. Ces derniers s'inquiètent aujourd'hui de voir le ralentissement de la croissance se transformer en récession. Pourtant, les indicateurs de conjoncture signalent la fin d'un cycle d'expansion plus qu'une récession. Le sujet de préoccupation essentiel de ce début d'année reste l'issue de la trêve décidée début décembre dans la guerre commerciale que mène Donald Trump contre la Chine.

Après avoir été asséché par plusieurs années de hausse des actions, notre vivier d'investissements potentiels se reconstitue progressivement grâce aux baisses parfois spectaculaires des cours de nombreuses sociétés. Forts d'abondantes liquidités, nous tenterons de découvrir patiemment de nouvelles sociétés décotées pour lesquelles nous estimons que les risques sont surestimés ou le potentiel sous-estimé. Si nos raisonnements sont justes et nos calculs exacts, nos investissements seront porteurs de plus-values et soutiendront la performance des prochaines années.

¹ Warren Buffet

L'année 2018 se termine dans un climat d'inquiétude grandissante

L'impression de meilleur de monde prévalant au début de l'année 2018 a progressivement laissé place à un climat plus anxiogène. Le ralentissement synchronisé de la croissance des principales économies associé à une prise de conscience de la montée de risques politiques économiques et monétaires a même provoqué une forte baisse des indices boursiers en fin d'année. L'Eurostoxx 50 recule de 11,8% au quatrième trimestre 2018. Il finit l'année en retrait de 10,7%. Aux Etats-Unis, le Nasdaq, indice des valeurs technologiques, a rendu la totalité des gains accumulés sur les neuf premiers mois (+19,2%) et finit 2018 en baisse de 5,6%. Pénalisé par la perspective de restrictions au commerce mondial, l'indice japonais Nikkei a connu un parcours similaire. Il baisse de 16,5% au dernier trimestre pour terminer l'année 2018 en recul de 4,7%. Les performances n'ont pas été meilleures dans le reste du monde. A l'exception de l'Inde, la plupart des places financières émergentes affichent des reculs significatifs. Particulièrement affectée par le conflit commercial avec les USA, la Bourse chinoise s'offre une baisse record de plus de 20%.

L'« America First » de Donald Trump continue de semer le trouble

Donald Trump a continué de dérouler la politique issue de son slogan électoral « America First ». Au plan intérieur, le désaccord du Congrès concernant le financement d'un mur sur la frontière mexicaine provoque un nouveau « shutdown » partiel depuis le 22 décembre. A l'extérieur, il continue de cibler tous ceux qu'il accuse d'avoir trop longtemps profité des Etats-Unis. En premier lieu la Chine en compétition pour le leadership mondial, mais aussi les alliés historiques des Etats-Unis, accusés de couvrir les dysfonctionnements des organisations multilatérales (OMC, OTAN) au détriment des Etats-Unis.

Plus généralement, l'Amérique de Donald Trump remet en cause le cadre dans lequel se sont construites les relations internationales depuis la seconde guerre mondiale. Elle préfère les négociations bilatérales, voire la menace de sanctions, pour parvenir à des accords plus favorables ou imposer ses décisions. En revanche, elle ne semble plus prête à jouer son rôle historique de « gendarme du monde ». Notamment dans un Moyen-Orient devenu beaucoup moins stratégique depuis que le pétrole coule à flot sur son territoire. Ces changements radicaux imposés dans une forme brutale et agressive sont sources supplémentaires d'anxiété. Particulièrement lorsque les sujets concernent directement l'économie, notamment la guerre commerciale ou l'indépendance de la FED.

En ce début 2019, le sujet de préoccupation essentiel reste l'issue de la trêve décidée début décembre dans la guerre commerciale menée contre la Chine et ses répercussions sur la croissance. Même si nous comprenons que ce conflit dépasse la seule dimension commerciale, nous continuons de penser qu'un accord est plus probable qu'une surenchère. Les deux principales économies mondiales ont chacune assez de mémoire et d'intérêts imbriqués pour comprendre qu'elles ont plus à perdre qu'à gagner dans une montée des protectionnismes. La Chine ne peut se permettre de perdre plus d'un point de croissance du fait de l'entrée en vigueur de la surtaxe de 25% sur ses exportations. Elle a trop besoin de croissance pour mener à bien la transition en cours d'une économie fondée sur l'exportation de produits manufacturés vers un modèle laissant plus de place à la consommation intérieure. Le bon déroulement de cette transition dans un contexte d'endettement accru des ménages et des entreprises est essentiel pour maintenir la stabilité sociale dans la dictature technologique de Xi Jinping.

Ce document est exclusivement conçu à des fins d'information, strictement limité à l'usage privé du destinataire. Il ne constitue ni un élément contractuel ou précontractuel, ni une incitation à l'investissement ou à l'arbitrage. Les informations fournies proviennent de sources dignes de foi. Elles ne peuvent être garanties. La responsabilité d'Hausmann IM ne saurait être engagée par une décision prise sur la base de ces informations. Les appréciations formulées reflètent notre opinion à la date de publication et sont susceptibles d'être révisées sans préavis. Nos FCP sont des fonds diversifiés susceptibles de connaître des variations de forte amplitude.

En Europe, l'agenda politique 2019 est chargé et la contestation se radicalise...

En 2019, deux échéances importantes sont à l'agenda politique européen : le Brexit le 29 mars, l'élection du parlement européen fin mai. L'accord négocié par Theresa May sera soumis au Parlement britannique mi-janvier. Il pourrait bien ne pas être ratifié. Le temps et la volonté de l'amender pour le rendre acceptable manquent. En cas de rejet, l'alternative serait un « no deal » pénalisant pour tous ou un « no Brexit » conséquence d'un nouveau référendum. Même si l'option d'un nouveau référendum est difficile à imaginer dans une démocratie très respectueuse du vote populaire, elle gagne du terrain depuis peu. Le champ du possible reste donc large et l'incertitude importante.

L'élection des membres du parlement européen au suffrage universel fin mai devrait aussi confirmer qu'une part grandissante de la population n'adhère plus au rêve européen. La popularité des chefs d'Etat et de gouvernement en place est déjà bien souvent inversement proportionnelle à leur engagement européen. Les tensions entre les membres de l'Union ne sont plus cantonnées aux frontières orientales (Hongrie, Pologne). Elles se propagent au cœur même de la zone euro. L'Italie, dirigée depuis 2018 par une coalition improbable des extrêmes anti-européennes, affronte ses partenaires sur l'immigration et remet en cause ses engagements budgétaires envers la Commission européenne. Confrontée à l'émergence des « gilets jaunes », la France, dont la dette publique est montée à 100% du PIB, semble prête à laisser filer son déficit budgétaire 2019 bien au-dessus de 3%.

... à un moment où les divergences de trajectoires des pays cœur de la zone euro augmentent

« *Il faut baisser nos impôts et nos charges qui sont les plus élevées d'Europe* ». Cette citation de Jacques Chirac est extraite d'un discours prononcé en 1999, à l'occasion de la création de l'Euro. A l'époque, la France se battait avec le Danemark pour la première place sur le podium mondial de la pression fiscale. Depuis 2017, selon l'OCDE, elle est championne incontestée. En parallèle, la dépense publique n'a cessé d'augmenter. Sur la période elle est passée de 52,5% à 56,5% du PIB. Selon Eurostat, la France entretient la sphère publique la plus dépensière d'Europe. Elle coûte aujourd'hui 10 points de PIB de plus que la moyenne de la zone euro. Même les Italiens, pourtant vice-champions européens de l'endettement public (130% du PIB) derrière la Grèce (178%) dépensent huit points de PIB de moins que nous (48%). L'écart entre la France et l'Europe du Nord ne cesse de s'accroître. En dix ans (2007-2017) il est passé de 9,8 à 12,6 points de PIB avec l'Allemagne et de 10,3 à 14 points de PIB avec les Pays-Bas. Ces chiffres montrent une divergence croissante des trajectoires budgétaires entre les poids lourds d'Europe du sud (France et Italie) et l'Europe du nord. Sur de nombreux paramètres, notamment la solidité du tissu industriel, le commerce extérieur, le chômage ou la démographie, les écarts ne cessent aussi de se creuser, multipliant les sujets potentiels de désaccord.

L'Europe du nord semble se méfier de plus en plus de la France, partenaire idéaliste et dépensier, dont la trajectoire budgétaire et sociale devient à nouveau motif d'inquiétude. Le couple franco-allemand est devenu une fiction alors qu'Angela Merkel est occupée à préparer sa succession. Affaibli par la crise des « gilets jaunes » et par des résultats insignifiants dans la gestion de l'énorme dépense publique française, Emmanuel Macron n'est plus audible lorsqu'il propose de mettre en place un budget ou de nouvelles mesures fiscales au niveau européen. L'approfondissement de l'Union bancaire, par une mutualisation des risques souverains, n'est même plus débattu. Cette étape est pourtant indispensable pour mettre fin au lien dangereux entre le risque souverain et le risque bancaire.

Ce document est exclusivement conçu à des fins d'information, strictement limité à l'usage privé du destinataire. Il ne constitue ni un élément contractuel ou précontractuel, ni une incitation à l'investissement ou à l'arbitrage. Les informations fournies proviennent de sources dignes de foi. Elles ne peuvent être garanties. La responsabilité d'Hausmann IM ne saurait être engagée par une décision prise sur la base de ces informations. Les appréciations formulées reflètent notre opinion à la date de publication et sont susceptibles d'être révisées sans préavis. Nos FCP sont des fonds diversifiés susceptibles de connaître des variations de forte amplitude.

Une décélération synchronisée de la croissance se confirme dans le monde...

Depuis octobre dernier, les principales institutions (FMI, OCDE, Fed, BCE...) ont réduit leurs prévisions de croissance pour 2019 et 2020. Le ralentissement perceptible le trimestre précédent se confirme. Les indices Markit issus de sondages auprès de milliers d'entreprises pointent aussi depuis plusieurs mois une décélération synchronisée de la croissance des principales zones économiques du monde. Les signes de ralentissement en provenance des entreprises se multiplient. Fedex, Apple ou Samsung, sociétés mondialisées, ont récemment abaissé leurs perspectives d'activité invoquant le ralentissement du commerce mondial et ses conséquences sur l'économie chinoise.

Aux Etats-Unis, après le pic atteint au deuxième trimestre 2018 (+4,1%), la croissance confirme son ralentissement même si elle reste toujours solide. Selon la dernière enquête de Markit publiée mi-décembre, l'économie américaine devrait progresser de +2,5% au quatrième trimestre. Confrontée à une saturation des outils de production, à des pénuries de main-d'œuvre, mais aussi à un climat de confiance plus incertain, la dynamique continue de s'essouffler. Certains secteurs majeurs tels l'immobilier ou l'automobile ont brutalement ralenti en décembre. Selon Markit, l'économie entre dans la nouvelle année sur un rythme de croissance de seulement +2%, inférieur aux dernières estimations 2019 de la FED, pourtant révisées récemment en baisse de 2,5% à 2,3%.

En zone euro, les économies du nord (Allemagne, Pays-Bas), historiquement les plus prospères, font face, comme les USA, à des pénuries de main d'œuvre et à des contraintes de capacité limitant leur croissance. Depuis peu, elles subissent aussi le ralentissement de la demande internationale de biens d'équipement en provenance de Chine notamment. Certains facteurs ponctuels amplifient la tendance. L'automobile allemande est particulièrement touchée. De nouvelles normes anti-pollution s'ajoutant à la décroissance des marchés finaux chinois et américains. Plus généralement, les projets d'investissement pâtissent de la multiplication des incertitudes. En France, la contestation sociale exprimée violemment par le mouvement des « gilets jaunes » a perturbé l'économie dans la période commerciale la plus active de l'année.

En Chine, le ralentissement de la croissance se confirme aussi. A +6,5% au troisième trimestre, la progression du PIB est la plus faible depuis 2009. Cette tendance baissière se poursuit. Publié en janvier, l'indice PMI manufacturier de Markit est inférieur à 50. La production industrielle chinoise se contracte donc en décembre. Elle pâtit de la décélération du commerce mondial, conséquence des négociations commerciales musclées initiées par Donald Trump. Ce ralentissement a des répercussions sur l'emploi industriel. Il touche en conséquence la consommation locale. En novembre, les ventes au détail ont été les plus faibles depuis 15 ans. Afin de maintenir la croissance au-dessus de 6% en 2019, les autorités s'appêtent à utiliser une nouvelle fois le levier traditionnel des baisses d'impôts et du crédit facile. L'envolée de l'endettement des ménages et des entreprises devrait reprendre. Le contrôle de la dette des agents économiques attendra. A 266% du PIB, le poids de la dette chinoise restera un sujet de préoccupation en 2019.

Dans un monde plus incertain, dans lequel la croissance est plus rare, l'endettement record de l'économie mondiale (225% du PIB), que le FMI situe 11 points au-dessus du niveau atteint au moment de la crise de 2008, est un facteur de fragilité important. A partir de mi-janvier, à l'occasion des publications des résultats annuels 2018, les commentaires sur les perspectives 2019 des sociétés fourniront des indications précieuses aux investisseurs.

Ce document est exclusivement conçu à des fins d'information, strictement limité à l'usage privé du destinataire. Il ne constitue ni un élément contractuel ou précontractuel, ni une incitation à l'investissement ou à l'arbitrage. Les informations fournies proviennent de sources dignes de foi. Elles ne peuvent être garanties. La responsabilité d'Hausmann IM ne saurait être engagée par une décision prise sur la base de ces informations. Les appréciations formulées reflètent notre opinion à la date de publication et sont susceptibles d'être révisées sans préavis. Nos FCP sont des fonds diversifiés susceptibles de connaître des variations de forte amplitude.

...alimentant depuis peu la crainte d'une récession

L'accumulation de risques politiques en Europe et dans le monde pèse sur la confiance des décideurs amplifiant la décélération de la croissance constatée depuis plusieurs trimestres. Les analystes réduisent leurs anticipations bénéficiaires augmentant la pression sur le moral des investisseurs. Ces derniers s'inquiètent aujourd'hui de voir le ralentissement de la croissance se transformer en récession. Certains indicateurs, notamment l'inversion de la courbe des taux aux Etats-Unis entretiennent cette crainte.

Pourtant, en dehors de la production industrielle de certains pays (Chine, Italie ou France) en décroissance depuis décembre, les indices PMI de Markit continuent de constater une expansion des activités industrielles et de services tant en Europe qu'aux Etats-Unis. La saturation des outils et le manque de main d'œuvre, facteurs initiaux du ralentissement de la croissance des économies américaine ou allemande signalent la fin d'un cycle d'expansion plus qu'une récession. Certes, le conflit commercial voulu par Donald Trump, tout comme une crise politique en zone euro pourraient avoir des conséquences négatives brutales sur le moral des décideurs, des consommateurs et donc sur les performances de l'économie. Mais la plupart des facteurs politiques alimentant l'inquiétude aujourd'hui sont susceptibles de trouver une issue positive dans les prochains mois. D'ici mars, un accord pourrait être annoncé dans le conflit commercial entre la Chine et les Etats-Unis. Pour assurer la paix sociale, Xi Jinping a besoin de raffermir une croissance chancelante. Le Brexit sans accord ne fait pas envie. S'il était organisé, un nouveau référendum conduirait probablement à un « no Brexit ». La divergence croissante des trajectoires politiques économiques et budgétaires des pays cœur la zone euro est le sujet le plus délicat. Tant que l'inflation restera en deçà de son objectif statutaire, nous pensons que la BCE pourra toujours reprendre son rôle de pompier en activant la boîte à outils créée lors de la crise de 2011. Il faudra tout de même pour cela que le successeur de Mario Draghi en novembre 2019 ne soit pas un apôtre d'une orthodoxie monétaire à la mode germanique.

Les Banques centrales poursuivent pour l'instant la normalisation des politiques monétaires

Malgré le ralentissement de la croissance, la montée des tensions politiques et la décélération de l'inflation, la FED et la BCE continuent d'avancer pour l'instant sur le chemin de la normalisation des politiques monétaires. En décembre, la BCE a confirmé l'arrêt de son programme de rachats d'actifs à partir de janvier 2019. Aux Etats-Unis, pour la quatrième fois depuis le début de l'année, la FED a relevé comme prévu ses taux directeurs de 0,25% (2,25%-2,5%).

Dans le même temps, elles révisent toutes deux en baisse leurs anticipations de croissance et d'inflation pour les années à venir. Le retour de l'inflation n'est que très progressif. Elle se maintient à un niveau très inférieur à ce qui pourrait être attendu à ce stade du cycle. L'abondance de main d'œuvre issue de la mondialisation, les innovations technologiques participent toujours à contenir sa progression. Hors fluctuation du prix de l'énergie, elle ne donne aucun signe d'accélération. Le ralentissement de la croissance en cours et la baisse du prix de l'énergie ne prêchent pas en faveur d'une accélération à court terme. Ainsi, à 1,6% en décembre contre 1,9% en novembre, l'inflation en zone euro s'éloigne à nouveau de l'objectif de la BCE. Hors énergie, elle reste stable à 1%. Tant que l'inflation n'apparaît pas comme une menace imminente, les banquiers centraux devraient conserver une approche pragmatique. En reconnaissant que ses taux sont proches du taux neutre, la FED confirme cette perspective. La communication de la BCE s'inscrit aussi dans cet esprit.

Ce document est exclusivement conçu à des fins d'information, strictement limité à l'usage privé du destinataire. Il ne constitue ni un élément contractuel ou précontractuel, ni une incitation à l'investissement ou à l'arbitrage. Les informations fournies proviennent de sources dignes de foi. Elles ne peuvent être garanties. La responsabilité d'Hausmann IM ne saurait être engagée par une décision prise sur la base de ces informations. Les appréciations formulées reflètent notre opinion à la date de publication et sont susceptibles d'être révisées sans préavis. Nos FCP sont des fonds diversifiés susceptibles de connaître des variations de forte amplitude.

Notre processus de gestion a une nouvelle fois prouvé sa robustesse

Comme dans les périodes difficiles de 2011 et de 2015, notre fonds flexible Plan Main Libre PEA a bien résisté à la tempête du dernier trimestre 2018. Il finit l'année en légère baisse et se classe parmi les fonds les plus résistants de sa catégorie Morningstar*. Une fois de plus, le processus de gestion structuré mis en place depuis 2010 a fait ses preuves. L'analyse des risques associés à chaque projet d'investissement a continué d'occuper notre temps. Depuis de nombreux trimestres, les idées d'investissement se faisaient rares. L'arrivée à maturité de dossiers sur lesquels nous étions investis depuis plusieurs années a conduit à une réduction progressive de l'exposition aux actions de notre fonds. Faute de nouvelles idées correspondant à nos critères très exigeants, elle a atteint un point bas de 38% durant l'été. En incluant deux sociétés (Gemalto et April) ayant fait l'objet d'offres d'achat, la part non exposée de notre fonds est même proche de 70% à la fin de l'année.

Si l'environnement politique, monétaire et économique reste complexe et incertain, nous abordons l'année 2019 avec des liquidités importantes. Après avoir été asséché par plusieurs années de hausse des actions, notre vivier d'investissements potentiels se reconstitue progressivement grâce aux baisses parfois spectaculaires des cours de nombreuses sociétés. A l'aide de notre processus structuré, nous tenterons de découvrir de nouvelles sociétés décotées pour lesquelles nous estimons que les risques sont surestimés ou le potentiel sous-estimé. Puis, comme nous le faisons depuis près de 9 ans, nous accompagnerons ces sociétés le temps qu'il faudra pour récolter le fruit de ces investissements. Si nos raisonnements sont justes et nos calculs exacts, ces décisions seront porteuses de plus-values et soutiendront la performance des prochaines années. Le rapport de gestion trimestriel de notre fonds Plan Main Libre PEA revient en détail sur nos décisions d'investissement. Nous vous adressons nos meilleurs vœux pour l'année 2019.

Benoit Duval

Alain Lefèvre

*** Morningstar est une société indépendante spécialisée dans l'analyse quantitative et l'évaluation de la performance des fonds. La fiche de notre FCP Plan Main Libre PEA est disponible sur le site Internet www.morningstar.fr. Il est noté 5 étoiles dans la catégorie Allocation EUR flexible.**

Ce document est exclusivement conçu à des fins d'information, strictement limité à l'usage privé du destinataire. Il ne constitue ni un élément contractuel ou précontractuel, ni une incitation à l'investissement ou à l'arbitrage. Les informations fournies proviennent de sources dignes de foi. Elles ne peuvent être garanties. La responsabilité d'Hausmann IM ne saurait être engagée par une décision prise sur la base de ces informations. Les appréciations formulées reflètent notre opinion à la date de publication et sont susceptibles d'être révisées sans préavis. Nos FCP sont des fonds diversifiés susceptibles de connaître des variations de forte amplitude.

8, rue de l'Isly • 75008 Paris
téléphone : 01 44 69 30 76 • www.hausmann-im.com

Société par actions simplifiée au capital de 300 000 € • RCS Paris 519 740 674 • Agrément AMF GP10000004

Annexe 1 : quelques données chiffrées

Au 28 décembre 2018	Volatilité 3 ans	Performances						
		T4 2018	2018	2017	2016	2015	2014	2013
Plan Main Libre *: 14 659,58 €	6,57	-3,5%	-4,24%	+11,7%	+4,93%	+14,73%	+2,33%	+15,14%
Euro-Flexible (Morningstar)	7,52	-8,24%	-9,91%	+6,87%	+2,10%	+3,39%	+3,04%	+8,01%
Classement (base 100)	-	NC	11	15	22	3	60	15

* Fonds créé le 25 mars 2010

Sources : HIM/ Morningstar

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps.

Repères

Au 31 décembre 2018	Valeurs	Evolutions						
		T4 2018	2018	2017	2016	2015	2014	2013
Europe								
Eurostoxx 50 (Europe)	3001,42	-11,8%	-10,7%	+6,5%	+0,7%	+4,5%	+1,2%	+17,9%
Rémunération exigée en Europe*	7,04%	+0,59	+0,63	-0,07	-1	-1,3	-1,1	-2
CAC 40 (France)	4730,69	-8,4%	-13,9%	+9,3%	+4,9%	+8,5%	-0,5%	+18%
Etats-Unis								
S&P 500 (USA)	2472,00	-6,40%	-15,2%	+19,4%	+9,3%	-0,5%	+11,4%	+29,6%
Nasdaq (USA technologies)	6210,00	-5,6%	-18,6%	+31,5%	-3,2%	+6,1%	+13,40%	+38,3%
Asie								
Hang Seng (Hong Kong)	25753,00	-14,4%	-7,30%	+36%	+0,4%	-7,2%	+1,3%	+2,9%
Nikkei (Japon)	20166,00	-4,7%	-16,5%	+19,1%	+0,4%	+9,1%	+7,1%	+56,7%
Emergents								
Brésil (Bovespa Index)	86066,00	0,8%	9,4%	+26,9%	+38,9%	-13,3%	-2,9%	-15,5%
Russie (RTS Index)	1077,17	-13,6%	-9,6%	+0,2%	+52,2%	-4,3%	-45,2%	-5,6%
Inde (Sensex)	35342,00	7,8%	-1,9%	+27%	+2,6%	-5,6%	+29,9%	+8,8%
Chine (SSE Composite)	2516,25	-20,4%	-10,8%	+6,6%	-12,3%	+9,4%	+52,90%	-6,7%
Taux 10 ans								
France (OAT)	0,70%	-0,11%	-0,09%	+0,11%	-0,24	+0,09	-1,60	+0,44
Allemagne (Bund)	0,25%	-0,22%	-0,18%	+0,22%	-0,43	+0,09	-1,40	+0,63
Italie	2,81%	-0,33%	0,80%	+0,19%	+0,21	-0,27	-2,21	-0,44
Espagne	1,40%	-0,17%	0,35%	+0,20%	-0,41	+0,17	-2,53	-1,17
Grèce	4,37%	0,25%	0,19%	-2,91%	-1,31	-1,26	+1,03	-3,27
USA (US Notes)	2,80%	0,40%	-0,27%	-0,04%	+0,18	+0,10	-0,86	+1,27
Japon	0,04%	0%	-0,08%	+0,01%	-0,24	-0,06	-0,41	-0,05
Autres								
Parité €/ \$	1,14	-2,6%	-7,5%	+14,1%	-3,8%	-10,7%	-11,1%	+4,2%
Pétrole (BRENT \$)	53,93	-34,9%	-23,2%	+17,8%	+54,8%	-36,3%	-48,1%	+1,1%
Or (Once \$)	1257,00	-5,1%	5,7%	+13,7%	+8,5%	-10,3%	-1,7%	-27,3%

Source : HIM

* inverse du PER de l'année en cours de l'Eurostoxx 600 selon le consensus (source : Oddo)

Ce document est exclusivement conçu à des fins d'information, strictement limité à l'usage privé du destinataire. Il ne constitue ni un élément contractuel ou précontractuel, ni une incitation à l'investissement ou à l'arbitrage. Les informations fournies proviennent de sources dignes de foi. Elles ne peuvent être garanties. La responsabilité d'Hausmann IM ne saurait être engagée par une décision prise sur la base de ces informations. Les appréciations formulées reflètent notre opinion à la date de publication et sont susceptibles d'être révisées sans préavis. Nos FCP sont des fonds diversifiés susceptibles de connaître des variations de forte amplitude.